

M. le Chef du Département
10. IV

L. 13.

Notice

concernant mon entretien avec M. R. Frastacky.

Slovaque, Ministre du Cabinet tchèque

M. Frastacky, a réussi à s'enfuir de Tchécoslovaquie peu après les derniers événements de Prague et à rejoindre la zone américaine en Allemagne. De là, il a pu gagner la Grande-Bretagne grâce aux Américains et vient actuellement de Londres avec l'intention de séjourner quelque temps en Suisse, jusqu'à ce que sa femme, qui se trouve en Tchécoslovaquie ait pu le rejoindre ici. Il dit avoir déjà les papiers américains, de sorte qu'il y a lieu d'admettre que l'aide donnée par les Américains aux réfugiés tchèques est assez efficace.

M. Frastacky qui a fait partie du Gouvernement de Slovaquie, dit avoir été complètement surpris par la rapidité et la soudaineté des événements en Tchécoslovaquie. Bien que les membres de son parti, d'entente avec Masaryk, Svoboda et Bénès, ainsi que les membres du parti socialiste aient discuté à fond la situation quelques semaines avant le coup d'état communiste, il semble que l'on ne se doutait nullement de l'imminence et de la gravité de l'intervention russe dans les affaires tchèques. M. Frastacky assure qu'à ce moment là, Masaryk, Bénès et Svoboda avaient solennellement déclaré qu'ils n'admettraient jamais un Parlement où ne siègeraient que des communistes et que Bénès avait promis de refuser sa signature dans une pareille éventualité.

Interrogé sur la question de savoir ce qu'il ferait s'il y était cependant plus ou moins forcé, Bénès n'aurait su proposer aucune contre-proposition définitive mais se serait contenté de hausser les épaules, que dans ce cas là ce serait le chaos complet. D'après les dires de M. Frastacky, il



semble que les éléments modérés ayant cru pouvoir compter sur une majorité, ne se sont en fait pas suffisamment préparés pour une résistance au cas où ils seraient débordés et que lorsque ceci s'est produit, leur alliance momentanée s'est effondrée complètement en très peu de temps.

M. Frastacky reconnaît que l'action des communistes a été très soigneusement et minutieusement préparée et remonte déjà à 1943, au moment où les Russes ont exigé de Bénès que le Ministère de l'Intérieur soit confié à un communiste. Il dit avoir la preuve que les Russes savaient déjà à ce moment là exactement où et à quel poste placer leurs hommes de confiance et qu'ils ont travaillé selon un plan minutieusement préparé.

C'est ainsi, par exemple, qu'en Slovaquie, le Gouvernement ayant demandé des renforts de police pour combattre des bandes d'irréguliers, a obtenu un renfort considérable de gendarmerie dont il n'a pas été débarrassé une fois que l'activité des bandes en question avait pu être maîtrisée. En fait cette force de police, formée de communistes, s'est maintenue en Slovaquie jusqu'aux récents événements et est intervenue à ce moment là, sur les ordres de Prague, forçant tout simplement les membres du Gouvernement slovaque, qui ne voulaient pas se rallier, à se démettre de leurs fonctionnaires et à remettre leurs dossiers et leurs bureaux aux nouveaux occupants. Ces derniers se seraient exprimés de la façon la plus cynique et la plus réaliste sur l'inutilité de résister et sur la nécessité de se conformer aux ordres de Moscou.

Pour M. Frastacky, il n'y a pas de doute que des armes en quantité assez considérable aient été importées, peut-être de Hongrie et de Yougoslavie, avant le coup de main des communistes. Le grand responsable de la défection serait

- 2 -

le Général Svoboda qui, contrairement à ce qu'il avait promis, a empêché l'armée d'intervenir et s'est lui-même rallié aux communistes, ce qui aurait entraîné la défection de Masaryk et de Bénès. M. Frastacky a peine à comprendre l'attitude de ce dernier, tandis que Masaryk s'est certainement rendu compte qu'il ne pouvait endosser la responsabilité de cette trahison.

Afin de montrer un exemple du soin avec lequel Moscou camouflait ses desseins, M. Frastacky cite le fait qu'il y a environ 8 mois la Tchécoslovaquie avait reçu de la Bulgarie l'offre de conclure une alliance avec ce pays. La question fut alors discutée au Ministère des Affaires étrangères à Prague qui chargea son ambassadeur à Moscou de se renseigner discrètement pour savoir si une telle alliance était sollicitée ou approuvée par les Russes. Ceux-ci ne s'étant pas démasqués, M. Masaryk ^{se} passa ouvertement la question au Kremlin qui répondit officiellement que la Russie n'avait pas l'intention de s'ingérer dans les affaires de la Tchécoslovaquie et que celle-ci était libre d'adopter l'attitude qui lui convenait envers la Bulgarie. A la suite de cette réponse, le Gouvernement bulgare fut informé de ce que le Gouvernement tchèque ne désirait pas conclure un traité d'alliance avec lui pour l'instant.

M. Frastacky ne pense pas que les Russes se reposeront sur leurs récents succès mais qu'ils ont certainement un plan pour organiser les Balkans en fédération et qu'ils ont également l'intention d'organiser l'Allemagne, ou tout au moins la partie de l'Allemagne qu'ils contrôlent, selon un plan qui est déjà arrêté.

9.4.1948.

Mar